ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 32.355/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 11 octobre 2001, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "déterminant les conditions auxquelles les communes doivent satisfaire pour bénéficier d'une allocation financière dans le cadre d'une convention relative à la prévention de la criminalité", a donné le 19 novembre 2001 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 32.355/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 11 oktober 2001 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de voorwaarden waaraan de gemeenten moeten voldoen om een financiële toelage te genieten in het kader van een overeenkomst betreffende de criminaliteits-preventie", heeft op 19 november 2001 het volgende advies gegeven :

Observations générales

1. L'article 69 de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, que le présent projet vise à exécuter, confère diverses habilitations. Il charge le Ministre de l'Intérieur de désigner les autorités locales bénéficiaires, de conclure avec celles-ci une convention sur un programme relatif à la prévention et la lutte contre diverses formes de criminalité, et d'octroyer l'allocation annuelle. Le Roi est habilité à fixer les conditions d'octroi de cette allocation, par arrêté délibéré en Conseil des ministres

Aux termes de l'article 108 de la Constitution, les règlements et arrêtés nécessaires à l'exécution des lois sont faits par le Roi, lequel nomme et révoque ses ministres en vertu de l'article 96 de la Constitution.

C'est à la lumière de ces principes constitutionnels qu'il convient d'interpréter les habilitations contenues dans l'article 69 de la loi du 30 mars 1994, précitée. Si des pouvoirs individuels sont conférés directement par la loi au Ministre de l'Intérieur, le Roi doit fixer Lui-même les conditions réglementaires d'octroi de cette allocation. Il ne pourrait s'abstenir de fixer ces conditions générales, ni déterminer celles-ci de manière tellement large, qu'un pouvoir entièrement discrétionnaire serait laissé au ministre pour :

- désigner les autorités bénéficiaires,

- déterminer les actions subsidiées,

- et fixer le montant des subventions.

Or sur ces trois points, le projet est gravement lacunaire.

En ce qui concerne le montant des subventions, le projet ne fixe aucune règle.

En ce qui concerne les critères de désignation des communes, qui ne sont pas cumulatifs, ils ne permettent en fait que d'exclure au plus une seule commune, à savoir la commune de moins de 60.000 habitants qui aurait le taux de criminalité le moins élevé.

.../...

Certes, l'article 2, alinéa 2, du projet précise que, en ce qui concerne les conditions visées à l'alinéa 1er, 2° et 3°, le ministre détermine par région le nombre maximum de communes sélectionnées en fonction du budget disponible, ce qui pourrait être interprété, bien que le texte ne l'exprime pas clairement, en ce sens que le ministre classerait, par région, toutes les communes en fonction des critères visés aux 2° et 3° et retiendrait les "mieux" classées, compte tenu des limites des crédits disponibles.

Mais, dès lors que le montant des subventions est également laissé au pouvoir discrétionnaire du ministre, le projet reste bien en défaut de fixer des limites effectives au libre choix par le ministre des communes bénéficiaires.

Enfin, en ce qui concerne les projets subsidiés, ils doivent certes être adaptés aux circonstances locales dans la convention prévue par la loi, mais il appartient au Roi de fixer les conditions générales (1) auxquelles un programme relatif à la prévention et la lutte contre diverses formes de criminalité doit répondre pour être subventionné. Or, le projet ne fixe pas ces conditions.

Le projet doit être revu et complété pour tenir compte de cette observation.

2. Selon le préambule de l'arrêté en projet, ainsi que selon le Rapport au Roi, le présent projet tend à exécuter l'article 69 de la loi du 30 mars 1994, précitée.

En réalité, et ainsi que l'a confirmé le fonctionnaire délégué, l'arrêté en projet n'exécute que le 1° de cette disposition. Le 2°, qui prévoit des subventions pour des recrutements supplémentaires au profit de la police communale ne doit effectivement plus être exécuté, dès lors que la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, prévoit la suppression de la police communale.

---

(1) L' article 69, alinéa 2, prévoit que "les conventions visées à l'alinéa 1er déterminent les conditions supplémentaires et les modalités relatives à l'octroi des allocations concernées, ainsi que le montant de l'allocation."

Quant au 3° de l'article 69, il ne fait actuellement l'objet que d'une exécution très partielle par l'arrêté royal du 12 août 1994 déterminant les conditions auxquelles les communes peuvent bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel civil supplémentaire chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires alternatives et de la prévention de la criminalité et l'accueil en matière de toxicomanie. Le projet ne tend ni à remplacer, ni à abroger cet arrêté royal.

En conséquence, il est recommandé que le préambule et le Rapport au Roi indiquent avec davantage de précision la disposition légale que le projet tend à exécuter.

Par ailleurs, comme l'a indiqué le fonctionnaire délégué, le chapitre II de l'arrêté royal du 12 août 1994, précité, règle certaines questions touchant aux subventions prévues par les arrêtés royaux du 10 juin 1994 déterminant les conditions auxquelles les communes peuvent bénéficier d'un contrat de sécurité ou d'une aide financière pour le recrutement de personnel supplémentaire dans le cadre de leur service de police, et du 5 juillet 1994 fixant les modalités de contrôle de l'octroi d'une intervention financière aux communes lors de la conclusion d'un contrat de sécurité ou lors du recrutement de personnel supplémentaire dans le cadre de leur service de police, que le projet tend à remplacer. Selon le fonctionnaire délégué, l'intention de l'auteur du projet est que ces dispositions de l'arrêté royal du 12 août 1994, précité, réglementent également les subventions visées par le présent projet. Cette application est cependant pour le moins douteuse.

Mieux vaut, dès lors, abroger ce chapitre II de l'arrêté royal du 12 août 1994, précité, et intégrer, le cas échéant, les dispositions pertinentes dans le présent projet, afin que l'ensemble de la réglementation tendant à l'exécution de l'article 69, 1°, de la loi du 30 mars 1994, précitée, figure dans un seul et même texte.

Observations particulières

Examen du projet

Préambule

Alinéas 6 et 7

Il convient de rédiger ces alinéas comme suit :

"Vu la délibération du Conseil des ministres sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 32.355/2 du Conseil d'Etat, donné le 19 novembre 2001, en application de l'article 84, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;".

Alinéa 8

Cet alinéa doit être corrigé comme suit :

"Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil;".

Dispositif

Article 1er

Les alinéas 1er et 3 de cette disposition se bornent à paraphraser la loi.

Or, il ne convient pas qu'un arrêté d'exécution reproduise des règles établies par la loi dès lors que ce procédé a pour effet d'occulter la nature législative de la norme.

Par conséquent, ces alinéas doivent être omis.

En ce qui concerne l'alinéa 2, le fait que la loi prévoie le recours à la technique contractuelle pour fixer les conditions supplémentaires de l'octroi de la subvention suppose que le contenu de la convention soit négocié entre le Ministre de l'Intérieur et les autorités locales et non pas fixé unilatéralement par le Gouvernement.

Par ailleurs, comme il a été relevé dans l'observation générale n°1, c'est au Ministre de l'Intérieur que la loi a confié la tâche de conclure la convention avec les autorités locales. En prévoyant que la convention doit être délibérée en Conseil des ministres, le projet transférerait partiellement à ce Conseil le pouvoir de consentir au nom de l'Etat fédéral à la convention.

Par conséquent, cet alinéa doit être omis.

Article 2

1. Selon le Rapport au Roi,

> "L'ensemble des chiffres de criminalité disponibles dans les statistiques criminelles policières intégrées ne sera pas utilisé. Le taux global ne constitue d'ailleurs pas l'indicateur le plus pertinent pour rendre compte des phénomènes réels de criminalité et de leur évolution. Il a par conséquent été décidé d'opérer une sélection plus restrictive des délits pris en compte.".

Le texte du projet ne traduit toutefois pas cette intention puisqu'il fait référence, sans plus, au "taux de criminalité" comme critère de sélection des communes.

2. Sous réserve de l'observation générale n° 1, l'alinéa 2 appelle encore une autre observation en ce qu'il prévoit que le Ministre de l'Intérieur détermine "pour chaque Région" un nombre maximum de communes sélectionnées sur la base de critères fixés à l'alinéa 1er, 2° et 3°.

Selon le Rapport au Roi,

> "Ici, on tend en même temps à couvrir l'ensemble du territoire de manière équilibrée.".

La section de législation n'aperçoit toutefois pas en quoi le critère de la Région d'appartenance est pertinent pour déterminer les communes qui ont le plus besoin de subventions pour prévenir et lutter contre diverses formes de criminalité.

3. Sous peine de vider l'alinéa 1er de toute substance, il convient que l'alinéa 3 précise les critères permettant au Ministre de l'Intérieur de décider de ne pas retenir une commune remplissant les conditions visées à l'alinéa 1er.

En outre, le recours à l'avis conforme du gouverneur de province aurait pour effet que le pouvoir de décision effectif serait partiellement transféré au gouverneur de province. Dès lors que la loi confie au seul Ministre de l'Intérieur la tâche de désigner individuellement les communes qui répondent aux conditions fixées par le Roi, le recours à la technique de l'avis conforme n'est pas admissible. Le mot "conforme" doit donc être omis.

Enfin, il y a lieu de viser outre le gouverneur de province, celui de l'arrondissement de Bruxelles-Capitale.

Observations du point de vue de la légistique

Dans le texte néerlandais du préambule, l'alinéa 5 doit être rédigé comme suit : "Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 20 september 2001;".

L'article 4 doit être rédigé comme suit :

"Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2002."

Observation quant à la forme

Le texte néerlandais du projet est susceptible d'amélioration. A ce sujet, les propositions de texte suivantes sont faites :

- A l'article 2, alinéa 1er, les mots "Om de in ... voorziene toeken te bekomen" doivent être remplacés par les mots "Om in aanmerking te komen voor de toelage waarvan sprake is in ...".

- A l'alinéa 2, il y a lieu d'écrire "elk Gewest" au lieu de "elke Gewest" et "naar gelang van" au lieu de "in functie van".

- A l'alinéa 3 de l'article 2, enfin, les mots "niet te weerhouden" n'expriment pas correctement le sens des mots "ne pas retenir" utilisés dans la version française de cette disposition; mieux vaut le remplacer par les mots "niet in aanmerking te nemen".

Algemene opmerkingen

1. Artikel 69 van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen, dat bij dit ontwerp wordt uitgevoerd, bevat verscheidene machtigingen. De Minister van Binnenlandse Zaken wordt daarin ermee belast de begunstigde lokale besturen aan te wijzen, met die lokale besturen een overeenkomst te sluiten over een programma tot voorkoming en bestrijding van diverse vormen van criminaliteit en een jaarlijkse toelage toe te kennen. De Koning wordt daarin ertoe gemachtigd om, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, te bepalen onder welke voorwaarden die toelage kan worden toegekend.

Naar luid van artikel 108 van de Grondwet worden de verordeningen en de besluiten die voor de uitvoering van de wetten nodig zijn, uitgevaardigd door de Koning, die overeenkomstig artikel 96 van de Grondwet de ministers benoemt en ontslaat.

De machtigingen die vervat zijn in artikel 69 van de voormelde wet van 30 maart 1994 dienen in het licht van die grondwettelijke beginselen te worden geïnterpreteerd. Hoewel bij de wet rechtstreeks aan de Minister van Binnenlandse Zaken bepaalde individuele bevoegdheden worden opgedragen, dient de Koning zelf de reglementaire voorwaarden te bepalen waarop die toelage kan worden toegekend. Hij mag niet ervan afzien die algemene voorwaarden vast te stellen en Hij mag die voorwaarden evenmin zo ruim bepalen dat aan de minister een volstrekt discretionaire bevoegdheid wordt gelaten om :

- de begunstigde besturen aan te wijzen,

- te bepalen welke acties gesubsidieerd worden

- en het bedrag van de subsidies vast te stellen.

Wat die drie punten betreft, vertoont het ontwerp evenwel grote leemtes.

In verband met het bedrag van de subsidies wordt in het ontwerp geen enkele regel bepaald.

Aan de hand van de niet-cumulatieve criteria voor het aanwijzen van de gemeenten kan in feite ten hoogste één enkele gemeente worden uitgesloten, namelijk de gemeente met minder dan 60.000 inwoners die de laagste criminaliteitsgraad zou hebben.

In artikel 2, tweede lid, van het ontwerp wordt gepreciseerd dat, wat de voorwaarden vermeld in het eerste lid, onderdelen 2° en 3° betreft, de minister per Gewest het maximumaantal gemeenten bepaalt dat naargelang van het beschikbaar budget geselecteerd wordt. Hoewel zulks niet duidelijk in de tekst tot uiting komt, zou die bepaling aldus kunnen worden geïnterpreteerd dat de minister per gewest een rangschikking zou opmaken van alle gemeenten op grond van de criteria vermeld in de onderdelen 2° en 3°, om de "best" gerangschikte gemeenten voor subsidiëring in aanmerking te laten komen, gelet op de beperkte kredieten die beschikbaar zijn.

Doordat ook het bepalen van het bedrag van de subsidies aan de discretionaire bevoegdheid van de minister wordt overgelaten, worden in het ontwerp evenwel geenszins echte beperkingen gesteld op de vrijheid van de minister om de begunstigde gemeenten uit te kiezen.

Ten slotte moeten de gesubsidieerde projecten in de overeenkomst waarin de wet voorziet weliswaar aangepast zijn aan de plaatselijke omstandigheden, maar de algemene voorwaarden [(1)] waaraan een programma tot voorkoming en bestrijding van diverse vormen van criminaliteit moet voldoen om gesubsidieerd te kunnen worden, moeten door de Koning worden vastgesteld. Die voorwaarden worden in het ontwerp evenwel niet bepaald.

Het ontwerp dient te worden herzien en aangevuld opdat met deze opmerking rekening wordt gehouden.

---

(1) Artikel 69, tweede lid, luidt als volgt : "De overeenkomsten bedoeld in het eerste lid bepalen de bijkomende voorwaarden en regels voor het toekennen van de betrokken toelagen, evenals het bedrag van de toelage."

2. Volgens de aanhef van het ontworpen besluit en volgens het verslag aan de Koning strekt dit ontwerp tot uitvoering van artikel 69 van de voormelde wet van 30 maart 1994.

Zoals de gemachtigde ambtenaar heeft bevestigd, wordt bij het ontworpen besluit in feite slechts onderdeel 1° van die bepaling uitgevoerd. Onderdeel 2°, dat voorziet in subsidies voor bijkomende aanwervingen ten behoeve van de gemeentelijke politie, behoeft immers niet meer te worden uitgevoerd, aangezien de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, voorziet in de afschaffing van de gemeentepolitie.

Onderdeel 3° van artikel 69 wordt thans slechts zeer gedeeltelijk uitgevoerd bij het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de gemeenten een financiële hulp kunnen genieten voor de aanwerving van bijkomend burgerpersoneel belast met de begeleiding van alternatieve strafrechterlijke maatregelen, de criminaliteitspreventie en de opvang inzake drugverslaving. Dat koninklijk besluit wordt bij dit ontwerp vervangen noch opgeheven.

Bijgevolg wordt aangeraden om in de aanhef en in het verslag aan de Koning duidelijker aan te geven welke wetsbepaling bij het ontwerp wordt uitgevoerd.

Zoals de gemachtigde ambtenaar heeft aangegeven, worden in hoofdstuk II van het voormelde koninklijk besluit van 12 augustus 1994 bepaalde kwesties geregeld die verband houden met de subsidies waarin voorzien wordt door het koninklijk besluit van 10 juni 1994 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de gemeenten een veiligheidscontract kunnen sluiten of financiële hulp kunnen genieten voor de aanwerving van bijkomend personeel in het kader van hun politiedienst en door het koninklijk besluit van 5 juli 1994 tot vaststelling van de modaliteiten van de controle bij het toekennen van een financiële tussenkomst aan de gemeenten bij het afsluiten van een veiligheidscontract of bij de aanwerving van bijkomend personeel in het kader van hun politiedienst, welke beide koninklijke besluiten bij het ontwerp worden vervangen. Volgens de gemachtigde ambtenaar is het de bedoeling van de steller van het ontwerp die bepalingen van het voormelde koninklijk besluit van 12 augustus 1994 eveneens te laten gelden voor de subsidies waarin dit ontwerp voorziet. Of die bepalingen daarop van toepassing kunnen worden verklaard, kan op zijn minst worden betwijfeld.

.../...

Bijgevolg zou het beter zijn dit hoofdstuk II van het voormelde koninklijk besluit van 12 augustus 1994 op te heffen en, in voorkomend geval, de relevante bepalingen ervan in dit ontwerp op te nemen, opdat de hele regelgeving tot uitvoering van artikel 69, onderdeel 1°, van de voormelde wet van 30 maart 1994 in één en dezelfde tekst voorkomt.

Bijzondere opmerkingen

Onderzoek van het ontwerp

Aanhef

Zesde en zevende lid

Deze leden behoren als volgt te worden gesteld :

"Gelet op het besluit van de Ministerraad over het verzoek aan de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van een maand;

Gelet op advies 32.355/2 van de Raad van State, gegeven op 19 november 2001, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;".

Achtste lid

Dit lid behoort als volgt te worden gesteld :

"Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers;".

Dispositief

Artikel 1

Het eerste en het derde lid van deze bepaling beperken zich ertoe de wet te parafraseren.

In een uitvoeringsbesluit mogen evenwel geen bij wet vastgestelde regels worden overgenomen, aangezien die handelwijze ertoe leidt dat niet meer duidelijk is dat de regel in kwestie een wettelijke regel is.

Bijgevolg dienen die leden te vervallen.

Wat het tweede lid betreft, wekt de omstandigheid dat de wet bepaalt dat met overeenkomsten wordt gewerkt om de bijkomende voorwaarden voor het toekennen van de subsidie te bepalen, de indruk dat de inhoud van de overeenkomst niet op unilaterale wijze door de Regering mag worden bepaald, maar dat daarover door de Minister van Binnenlandse Zaken en de lokale besturen moet worden onderhandeld.

Zoals reeds opgemerkt is in algemene opmerking nr. 1, is het overigens de Minister van Binnenlandse Zaken die door de wet de taak opgelegd heeft gekregen om met de lokale besturen overeenkomsten af te sluiten. Doordat in het ontwerp wordt bepaald dat in de Ministerraad over de overeenkomst moet worden beraadslaagd, zou de bevoegdheid om namens de federale Staat met die overeenkomst in te stemmen ten dele aan de Ministerraad worden overgedragen.

Bijgevolg dient dit lid te vervallen.

Artikel 2

1. Het verslag aan de Koning bevat de volgende passage :

"Niet alle beschikbare criminaliteitsgegevens van de geïntegreerde politiële criminaliteitsstatistieken worden gebruikt. Het globale cijfer vormt immers niet de meest pertinente indicator om de reële criminele daden en hun evolutie uit te drukken. Er werd dan ook beslist om een meer restrictieve selectie te maken van de opgenomen delicten."

.../...

In de ontworpen tekst komt die bedoeling nochtans niet tot uiting, aangezien daarin zonder meer wordt gewerkt met de "criminaliteitsgraad" als criterium voor de selectie van de gemeenten.

2. Onder het voorbehoud van algemene opmerking nr. 1, geeft het tweede lid aanleiding tot nog een opmerking, doordat daarin wordt bepaald dat de Minister van Binnenlandse Zaken "voor (elk) Gewest" het maximumaantal gemeenten bepaalt dat op basis van de criteria vermeld in het eerste lid, onderdelen 2° en 3°, geselecteerd wordt.

Volgens het verslag aan de Koning

> "... wordt er tevens naar gestreefd om het hele grondgebied op een evenwichtige wijze te bestrijken".

De afdeling wetgeving ziet evenwel niet in op welke wijze het criterium van het gewest waarin de gemeente gelegen is relevant kan zijn om te bepalen welke gemeenten het meest behoefte hebben aan subsidies om diverse vormen van criminaliteit te voorkomen en te bestrijden.

3. Opdat het eerste lid niet volkomen doelloos wordt, dienen in het derde lid de criteria te worden vermeld op grond waarvan de Minister van Binnenlandse Zaken kan beslissen een gemeente die aan de voorwaarden van het eerste lid voldoet niet te selecteren.

Voorts zal de omstandigheid dat het eensluidend advies van de provinciegouverneur vereist is, tot gevolg hebben dat de echte beslissingsbevoegdheid ten dele bij de provinciegouverneur komt te liggen. Aangezien alleen de Minister van Binnenlandse Zaken bij wet de taak opgedragen heeft gekregen om elke gemeente aan te wijzen die aan de door de Koning bepaalde voorwaarden voldoet, kan niet worden aanvaard dat met een eensluidend advies wordt gewerkt. Het woord "eensluidend" dient dan ook te vervallen.

Ten slotte moet zowel naar de gouverneur van de provincie als naar de gouverneur van het arrondissement Brussel-Hoofdstad worden verwezen.

Wetgevingstechnische opmerkingen

- Het vijfde lid van de aanhef zou als volgt moeten worden gesteld :

"Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 20 september 2001;".

- Artikel 4 behoort als volgt te worden gesteld :

"Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2002."

Opmerkingen omtrent de vorm

De Nederlandse tekst van het ontwerp is voor verbetering vatbaar. In dat verband worden hier enige tekstvoorstellen gedaan :

- In het eerste lid van artikel 2 dient de uitdrukking "Om de in ... voorziene toekenning te bekomen" te worden vervangen door de uitdrukking "Om in aanmerking te komen voor de toelage waarvan sprake is in ...".

- In het tweede lid schrijve men "elk Gewest" in plaats van "elke Gewest" en "naar gelang van" in plaats van "in functie van".

- In het derde lid van artikel 2, ten slotte, is "niet te weerhouden" geen goed equivalent van het Franse "de ne pas retenir", dat beter zou worden weergegeven door "niet in aanmerking te nemen".

La chambre était composée de

Messieurs de Heren	Y. KREINS,	président de chambre, kamervoorzitter,
	P. QUERTAINMONT, J. JAUMOTTE,	conseillers d'Etat, staatsraden,
	J. van COMPERNOLLE, B. GLANSDORFF,	assesseurs de la section de législation, assessoren van de afdeling wetgeving,
Madame Mevrouw	B. VIGNERON,	greffier, griffier.

Le rapport a été présenté par M. L. DETROUX, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme G. MARTOU, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. JAUMOTTE.

De kamer was samengesteld uit

Het verslag werd uitgebracht door de H. L. DETROUX, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. G. MARTOU, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

B. VIGNERON

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

Y. KREINS